

56213



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.: GENERALE

ARCST/1/5.a
16 octobre 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première réunion de la Conférence régionale
africaine sur la science et la technique

Addis-Abeba (Ethiopie)
6-10 novembre 1995

**CONTRIBUTION DE L'INVESTISSEMENT ETRANGER DIRECT
A LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE EN AFRIQUE**

1. Il existe des liens étroits entre l'investissement, la technologie et la concurrence. Au cours des dernières années, ces liens ont suscité un grand intérêt et fait l'objet d'une abondante littérature. Très souvent, la façon la plus rapide d'acquérir une technologie particulière est le recours à l'investissement étranger direct (IED), y compris par le biais d'entreprises en participation. Cette forme de transfert de technologie n'est pas génératrice de dettes et garantit un accès rapide au financement, à la technologie, au savoir-faire technique, aux services spécialisés en matière de gestion ainsi qu'aux marchés internationaux.

2. Dans la plupart des pays d'Afrique, l'IED a baissé depuis le début des années 80 pour s'établir aujourd'hui à un niveau extrêmement faible. Les flux totaux d'IED en direction de l'Afrique ne dépassent pas ceux réalisés par un minuscule pays tel que Singapour, et restent d'ailleurs concentrés dans un petit nombre de pays et un petit nombre de secteurs (essentiellement les secteurs des ressources, notamment le pétrole et les industries extractives). A l'inverse, les nouveaux pays industrialisés d'Asie et d'Amérique latine font largement appel à l'IED pour renforcer leurs capacités technologiques, promouvoir leur croissance économique et créer des emplois. Ces pays bénéficient, du reste, de flux d'IED plus diversifiés. En Asie, la Corée du Sud, Singapour et Taïwan attirent déjà l'IED dans les industries de haute technologie.

3. Au cours de la dernière décennie, l'IED s'est accru trois fois plus vite que la croissance économique, et la concurrence pour attirer ce type d'investissement s'est faite de plus en plus féroce. Ce surcroît d'intérêt pour l'IED peut s'expliquer par plusieurs facteurs :

- Le mouvement général de libéralisation qui englobe la majorité des pays en développement;
- Le désenchantement général né de l'inefficacité des stratégies de substitution à l'importation;
- Les avantages limités que procure la propriété nationale;
- Les effets marginaux des efforts locaux de recherche et de développement sur les économies nationales;
- Les difficultés d'intégration des économies nationales à l'économie mondiale;
- La diminution des flux de prêts commerciaux (particulièrement vers l'Afrique);
- La baisse de l'aide publique au développement;
- La mondialisation croissante de l'économie;
- L'émergence de certains pays en développement devenant pourvoyeurs d'IED;
- La nécessité d'être à jour des innovations technologiques mondiales notamment grâce à la gestion de réseau et les coûts élevés que cela implique pour éviter d'être marginalisé.

4. La constitution de capacités technologiques ne saurait se contenter d'une simple ouverture du pays à l'IED. A l'évidence, l'élément le plus important pour attirer l'IED est la capacité technologique déjà en place dans le pays concerné. Dans ce contexte, les flux d'IED resteront orientés vers les pays qui présentent des attraits en termes de capacité technologique et dont l'environnement est propice à l'activité économique. De façon plus précise, il est possible d'attirer davantage d'IED si les conditions suivantes sont réunies :

- Un environnement concurrentiel transparent, stable, accueillant et efficace, en matière:
 - de politique commerciale;
 - de politique des investissements (conditions d'entrée et de sortie);
 - de politique d'immigration;
 - de politique industrielle et de l'emploi;
 - de politique de propriété intellectuelle;
- Une infrastructure physique appropriée, notamment dans le domaine des transports et des communications;
- Un réseau efficace de fournisseurs;
- Un système financier dynamique;
- Un dispositif efficace de services de soutien technologique, notamment :
 - des installations de formation technique;
 - des services de vulgarisation;
 - un système de contrôle concernant les normes, la métrologie et la qualité;
 - un système d'information.

5. Ce sont là des variables permettant au pays hôte de susciter l'intérêt des investisseurs. Parmi les autres déterminants susceptibles d'attirer l'IED, figurent la taille du marché local, les facteurs naturels et les stratégies du vendeur.

6. L'IED est la forme la plus accomplie de transfert global de technologie dont l'essentiel est assuré par les multinationales. Il est donc nécessaire d'entretenir avec ces dernières des relations étroites de travail.

7. Il est important de noter que l'IED ne constitue pas un substitut à la constitution locale de capacités technologiques. C'est seulement un moyen de compléter et de renforcer ces capacités dans certains cas et dans certains secteurs. Il représente souvent le seul moyen d'acquérir une technologie de classe mondiale permettant au pays d'être concurrentiel au niveau mondial.

8. En raison de l'importance stratégique de l'IED pour l'Afrique, la CEA a demandé une étude pour :

1. Collecter et présenter les données disponibles sur les flux d'investissement étranger direct (IED) en direction des pays d'Afrique comparativement aux autres pays en développement d'Asie;
2. Etudier les publications sur ce sujet, analyser les statistiques et évaluer le rôle et les effets de l'IED sur le transfert de technologie, la concurrence et la constitution de capacité technologique.

3. Identifier les contraintes pesant sur l'IED dans les pays d'Afrique et proposer les réformes et stratégies à entreprendre en la matière en prenant particulièrement pour référence l'Ethiopie servant de cas d'étude.
9. Il faut souhaiter qu'une fois publiée, cette étude permettra aux pays d'Afrique :
- De mieux comprendre les liens existant entre l'investissement, la concurrence et la technologie;
 - De concevoir de meilleures politiques en matière d'IED;
 - D'améliorer l'environnement national pour mieux attirer l'IED;
 - De développer de meilleures relations avec les fournisseurs mondiaux de technologie.
10. Questions pouvant faire l'objet de débat :
- Les pays d'Afrique ont-ils suffisamment conscience des avantages de l'IED?
 - Les politiques scientifiques et technologiques reflètent-elles correctement l'importance de l'IED?
 - Quelles sont les réformes nécessaires pour attirer davantage d'IED?
 - Quelles sont les principales entraves à l'IED et comment les surmonter?
 - Comment maximiser les effets de l'IED sur la constitution de capacité au niveau national?
 - Comment harmoniser au niveau régional les législations concernant l'IED?